

MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE.

DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ARCHITECTURE.

DIRECTION
DES MONUMENTS HISTORIQUES.

Bureau
des Travaux et Classements

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La façade sur rue de la Maison Lérès à SAINT-
ANTONIN (Tarn-et-Garonne), ainsi que la deuxième
porte sur cour,

appartenant à Monsieur LÉRIS, Place de la Halle,
à SAINT-ANTONIN,

sont inscrites sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au préfet du département, pour les
archives de la préfecture, au maire de la commune de SAINT-ANTONIN
et au propriétaire,

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le

27 OCTO 1948

René PERCHET

T. S. V, P.

MINISTÈRE
DE
L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.
INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE
DES
MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2, dernier paragraphe;

Vu le décret du 18 mars 1924 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi et spécialement les articles 12 et 31;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La porte de la cour intérieure de la maison Lérís
située à Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne)

et appartenant à M. LÉRIS,

est inscrit e sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les
archives de la préfecture, au maire de la commune d e Saint-Antonin
et au propriétaire,

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 26 Août 1926.

E. Herriot
E. HERRIOT

T. S. V. P.